

L'ARMÉE AMÉRICAINE COMPTE UN MILLION ET DEMI D'HOMMES

EXCELSIOR

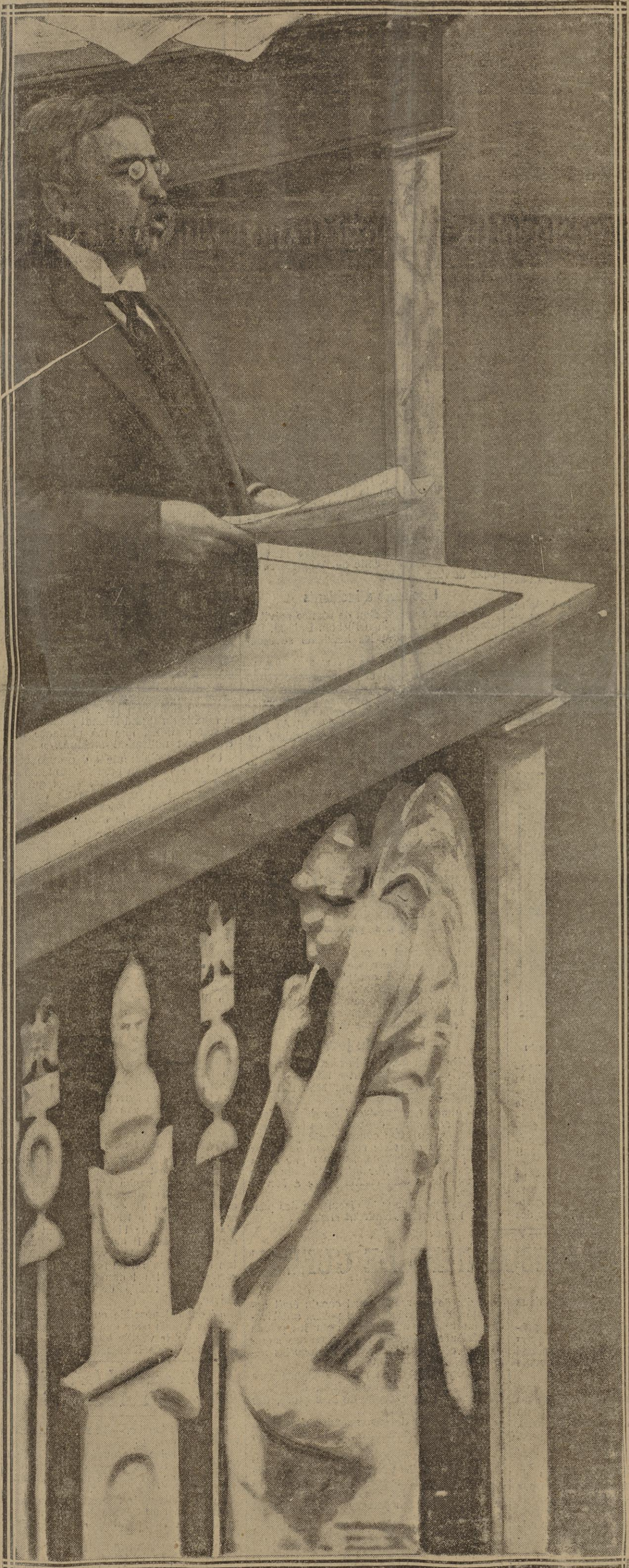
9^e Année. — N° 2.615. — 10 centimes. — Etranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. — NAPOLÉON.

Samedi
12
JANVIER
1918

RÉDACTION & ADMINISTRATION
20, rue d'Enghien, 20 — PARIS (X^e)
Téléphone : Gutenberg 0273 - 0275 - 1500
Adresse télégraphique : EXCEL-PARIS
TARIF DES ABONNEMENTS :
France... 3 mois, 10 fr.; 6 mois, 18 fr.; 1 an, 35 fr.
Etranger... 3 mois, 20 fr.; 6 mois, 36 fr.; 1 an, 70 fr.
PUBLICITÉ : 11, B^d des Italiens. - Tél. : Cent. 80-88
:: PIERRE LAFITTE, FONDATEUR ::

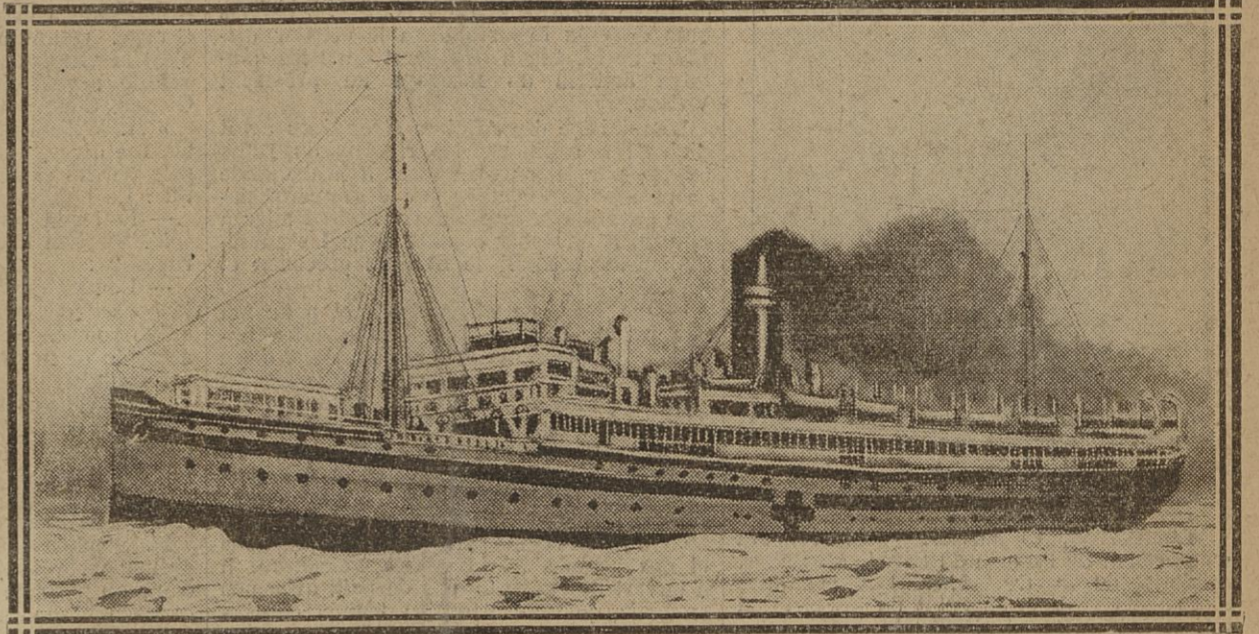
ACCORD AVEC L'ANGLETERRE ET L'AMÉRIQUE



M. PICHON L'A PROCLAMÉ HIER A LA TRIBUNE DE LA CHAMBRE

Hier, à la Chambre, MM. Mayéras, Cachin et Albert Thomas ont interpellé le gouvernement sur la conduite diplomatique de la guerre. M. Pichon, à cette occasion, a prononcé un important discours. L'ordre du jour de confiance a été voté par 307 voix contre 125.

550 GRANDS BLESSÉS ET MALADES TOPPILLÉS



LE "REWA" PORTAIT POURTANT, ET DISTINCTEMENT, LA CROIX ROUGE
Le navire-hôpital britannique "Rewa" a été torpillé dans le canal de Bristol, en pleine nuit et par un froid glacial, dans des conditions d'effroyable cruauté que nous avons, d'ailleurs, rapportées. Malgré les "précautions" de l'ennemi : les blessés furent sauvés.

PADOUE BOMBARDÉE PAR LES AUTRICHIENS



LA FAÇADE DE LA CATHÉDRALE APRÈS LA CHUTE D'UNE BOMBE
Par trois fois, durant les derniers jours de décembre, les aviateurs autrichiens ont bombardé la ville ouverte de Padoue, en Italie, tuant, blessant plusieurs personnes et endommageant gravement le riche patrimoine artistique de la cité. Voici le parvis de la cathédrale.

LE NOUVEAU LORD DE L'AMIRAUTÉ AU TRAVAIL



SIR ROSSLYN WEMYSS PHOTOGRAPHIÉ A SON BUREAU

Le successeur de l'amiral Jellicoe, qui est âgé de cinquante-trois ans, est arrivé d'Ecosse pour prendre possession de ses nouvelles fonctions. C'est un homme d'une rare énergie et d'une activité ordonnée. Le voici à sa table de travail, dans son cabinet de l'Amirauté.

LA COOPÉRATION DE L'AMÉRIQUE A LA GUERRE

Au 1^{er} janvier 1918, l'armée des Etats-Unis comptait déjà 1 million 428 000 hommes d'effectifs.



M. BAKER ministre de la Guerre des Etats-Unis

WASHINGTON, 10 janvier. — Devant la commission de l'armée du Sénat, M. Baker, ministre de la Guerre, a fait connaître l'étendue complète de l'état de préparation militaire des Etats-Unis.

« Je fais cette déclaration, a-t-il dit, sur les résultats obtenus par deux raisons :
1^o Parce que le peuple américain a le droit de connaître la façon magnifique dont nous avons pu organiser les forces de la nation en hommes et en matériel de combat, pour la défense d'une grande cause ;
2^o Parce que l'armée américaine, placée sous le commandement du général Pershing en France, ainsi que nous nos alliés, doivent pouvoir apprécier l'avantage qui ne peut manquer de découler de la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

Les effectifs. — M. Baker expose ensuite comment l'armée des Etats-Unis, qui ne comptait en avril 1917 que 9 000 officiers et 200 000 hommes, atteignait à fin décembre 1917 1 million 428 000 hommes ; soit en neuf mois, une armée six fois plus grande que les forces réunies pour la guerre avec l'Espagne, et une fois et demie plus grande que la mobilisation totale décrétée pour la guerre de Sécession.

Aviation. — Pendant la même période, les sections d'aviation qui ne comptaient que 65 officiers au 1^{er} avril, ont été portées à 4 000 officiers et 84 000 sous-officiers et soldats.

L'état sanitaire et moral. — La santé des hommes est infiniment meilleure qu'elle ne le fut jamais pour une pareille armée. La mortalité du temps de paix était, en effet, de 5 pour 1 000, alors qu'actuellement ce chiffre, dans l'armée de guerre, ne s'élève plus qu'à 2 pour 1 000. L'état moral de ces troupes est par ailleurs excellent.

Les crédits votés. — Les dépenses nécessaires pour cet effort ont passé de 150 millions à 7 milliards et demi de dollars par an, soit environ cinquante fois les crédits votés annuellement pendant la paix, et dix fois les dépenses totales du gouvernement américain en temps normal.

Conclusion. — Les résultats obtenus en ces neuf mois sont résumés ainsi par le ministre de la Guerre :
1^o La mobilisation et l'entraînement de la grande armée se sont poursuivis de telle manière que les effectifs, successivement constitués ont pu être plus rapidement équipés que l'on ne pouvait le transporter.
2^o Cette gigantesque armée a été enrôlée sans nuire sérieusement aux industries du pays.
3^o L'organisation du ravitaillement s'est effectuée dans des conditions au-dessus de toute critique. Le matériel de combat et d'équipement, qui fut momentanément insuffisant au début, est aujourd'hui complété.

Les stocks de réserve en armes les plus modernes s'accroissent rapidement ; aussi bien en artillerie, en mitrailleuses et fusils automatiques, qu'en armes à feu de toutes sortes, fabriquées ou achetées en quantités suffisantes pour tous les soldats actuellement en France, ou qui peuvent être transportées en 1918.

La respectable armée qui est déjà arrivée en France, et dont les officiers et les hommes ont reçu un entraînement spécial supplémentaire, est maintenant prête au combat.

Des lignes indépendantes de communication desservant les magasins d'approvisionnement ou nécessaires au ravitaillement de l'armée combattante sont en cours de construction en France.

Un grand programme arrêté déjà et dont l'exécution vient d'être commencée, va fournir des équipements complémentaires et produire de nouveaux engins de guerre.

Aucune armée, égale par son importance dans l'histoire du monde, n'a été levée, équipée, entraînée aussi vite, et jamais on n'a pris des dispositions équivalentes pour le confort, la santé et le bien-être des soldats.

Discours de M. Churchill

LONDRES, 11 janvier. — Au cours d'un déjeuner offert aujourd'hui en son honneur, M. Winston Churchill a prononcé un discours sur les événements et les buts de guerre.

Après avoir dit que les Alliés sont arrivés à la période critique de la guerre dont la conclusion ne sera rendue possible et satisfaisante que par l'action énergique des Etats-Unis, le ministre des Munitions s'est associé aux récentes déclarations de M. Lloyd George et du président Wilson.

« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

DISCOURS IMPORTANT DE M. PICHON A LA CHAMBRE LES CONDITIONS DE PAIX DE LA FRANCE SONT CELLES DÉFINIES PAR MM. LLOYD GEORGE ET WILSON

L'ordre du jour de confiance est voté par 397 voix contre 145

Répondant, au nom du gouvernement, aux interpellations sur la conduite diplomatique de la guerre, M. Stephen Pichon, ministre des Affaires étrangères, a affirmé hier du haut de la tribune de la Chambre l'accord complet de la France et de ses alliés de Londres et de Washington sur les buts de paix exposés dans le dernier discours de M. Lloyd George et dans les quatorze articles du message du président Wilson.

Le ministre des Affaires étrangères avait d'abord à expliquer les raisons du refus opposé par le gouvernement à la demande de passeports formulée par le groupe socialiste pour ses délégués qui voulaient aller à Petrograd prendre contact avec les maximalistes russes. Il le fit avec précision et netteté :

« On peut admettre, dit-il, et pour ma part je l'admets très volontiers, que des rapports, des conversations s'établissent entre les socialistes français et les Russes. On peut fort bien admettre que, dans des cas déterminés, ces conversations soient très utiles. Mais la remise des passeports est une question d'opportunité, et la demande était formulée à une heure trop obscure pour que nous puissions y accéder. »

« Un gouvernement non reconnu par nous et nos alliés s'est installé à Petrograd, il a ouvert des négociations de paix avec nos ennemis, jeté au vent les traités conclus avec nous par les gouvernements précédents. »

Nous avons été fidèles à l'alliance franco-russe

« Nous avons été pendant vingt-cinq ans les alliés de la Russie. Nous avons pratiqué notre alliance avec le plus grand scrupule, nous avons toujours soutenu la politique de la Russie. Nous avons été jusqu'à l'accomplissement du devoir suprême : le jour où un peuple slave a été pris à la gorge par l'impérialisme allemand, nous nous sommes dressés aux côtés de la Russie pour la défense de la liberté ! »

A ces mots, des applaudissements éclatèrent sur la plupart des bancs de l'Assemblée.

« Eh bien ! s'écria M. Stephen Pichon, en s'adressant aux socialistes, tout cela fait que nous ne pouvons parler de la politique maximaliste avec votre détachement. Or, c'est en fait avec le gouvernement maximaliste et ses amis que les socialistes français seraient allés s'aboucher. Cette démarche était, pour nous, pleine de dangers ; en l'avalant, nous en eussions pris notre part de responsabilité, et c'est ainsi qu'elle eût été interprétée par l'opinion publique. Cette responsabilité, nous n'avons pas voulu la prendre. Nous sommes bien décidés à ne pas la prendre. »

« Et d'ailleurs de quoi seraient-ils allés les entretenir, ces socialistes français ? De la réunion éventuelle d'une conférence internationale ? Or, j'ai dit que nous ne voulions être mêlés en aucune façon aux pourparlers maximalistes, car nous avons la preuve que c'est l'Allemagne qui a cherché à nous y entraîner. »

Très applaudi au centre, à droite, et sur la plupart des bancs de la gauche, M. Stephen Pichon déclara avec force :

« Je répète ce que j'ai dit ici, ce qu'a dit M. Balfour : le jour où nous serons saisis directement de propositions de paix, nous les examinerons d'accord avec nos alliés et nous ferons une réponse. Quant à traiter de ces affaires avec le pouvoir usurpateur qui s'est installé à Petrograd, je le répète, il ne saurait en être question à aucun degré ! »

Le ministre des Affaires étrangères affirma que le gouvernement était également opposé à l'idée de la conférence internationale ouvrière qui risquerait, a-t-il dit, de jeter le désarroi dans l'opinion publique, de semer la confusion et le désordre dans les esprits, de substituer à l'autorité du gouvernement des initiatives privées, de désorganiser nos forces défensives, sans parler du scandale de réunions avec les instigateurs et les complices des agressions et des calamités dont le monde souffre aujourd'hui.

Après avoir rappelé la réponse faite par M. Trosky au manifeste des socialistes français aux socialistes russes, réponse constituée par une lettre pleine d'injures à l'adresse de MM. Jules Guesde, Marcel Sembat, Albert Thomas et Vandervelde, le ministre des Affaires étrangères arriva aux déclarations de MM. Lloyd George, Wilson, Orlando et Balfour qui ont suivi son discours du 27 décembre 1917.

« On veut maintenant les opposer, dit-il. Où voit-on le désaccord entre nous ? »

« Pourquoi nous combattons ? Pour une paix juste et durable. Il y a trois conditions : le caractère sacré du respect des droits des nations à disposer d'elles-mêmes ; la limitation des armements. Voilà notre programme, c'est celui qu'a exposé M. Lloyd George. Quant à la Société des Nations, c'est la victoire seule qui lui donnera sa réalité ; voilà ce qu'a déclaré M. Lloyd George. C'est notre propre programme. »

« M. Wilson affirme de même qu'il n'y a aucune divergence entre les principes affirmés par lui et par les Alliés. Que demandez-vous ? La publication des traités. »

« Faites-la ! cria M. Marius Moutet. »

M. Stephen Pichon se tourna vers l'interpellateur :

« Donnez donc à vos amis maximalistes le conseil de publier tous les traités quels qu'ils soient, lui répondit-il aux applaudissements de la Chambre. »

Le ministre poursuivit :

« M. Wilson demande la suppression des barrières économiques, l'évacuation des territoires russes, l'évacuation des nôtres, la reconstitution de la Belgique, de la Roumanie, de la Serbie, la réparation du dommage causé à la France en 1871. »

M. Stephen Pichon rappela quel accueil enthousiaste avait fait la Chambre américaine au passage du discours de M. Wilson concernant la restitution de l'Alsace-Lorraine.

Il continua :

« Toutes les déclarations des Alliés concordent. Il est vrai qu'elles ne sont pas identiques dans la forme. Elles le sont au fond. J'ai télégraphié, au lendemain de mon discours du 27 décembre, à nos alliés pour leur demander s'il n'était pas opportun de faire nos déclarations concertées et à la même heure. La question a été réglée par la négative. Nos alliés ont été unanimes à penser qu'il était préférable de faire des déclarations séparées, étant donné qu'il n'y avait pas de dissentiment au fond. »

« Comme on insistait, à l'extrême gauche, pour la lecture des télégrammes échangés à ce sujet, M. Pichon déclara :

« Je ne sais pas quelle sera la diplomatie future. Je vis avec la diplomatie présente, et j'affirme que je ne consentirai jamais à livrer à la publicité des conversations diplomatiques et à risquer de compromettre l'accord entre les puissances alliées. »

« L'essentiel est de remporter la victoire, sans laquelle toutes les déclarations sont vides de sens. C'est aussi que nous soyons fermes dans les accords conclus avec nos alliés. Nous en avons avec l'Italie, la Serbie, la Roumanie, avec plusieurs de nos alliés, et pour rien au monde nous ne les romprons ! »

Intervention de M. Briand

M. Aristide Briand intervint pour justifier ces accords :

« On peut dire aujourd'hui : « Certains accords, il eût mieux valu ne pas les faire. » »

M. MAYERAS M. CACHIN (Phot. Henri Maguel.)

dit l'ancien président du Conseil. Mais pensez que si certains accords, sous la pression de l'heure, n'avaient pas été faits, aujourd'hui peut-être la question du succès de la France ne se poserait pas, parce qu'elle serait restée dans la bataille, isolée en face de son agresseur. L'essentiel était de grouper toutes les forces amies contre l'ennemi commun. »

Le ministre des Affaires étrangères fit ensuite allusion aux pourparlers de Brest-Litovsk et montra qu'il y aurait inopportunité à se leurrer sur la formalité, d'une des

maximalistes et les menaces de guerre révolutionnaire :

« Mieux vaut prévoir le pire, dit-il. Voici quelle est la situation : »

« D'un côté, les pays alliés, par leurs gouvernements, ont fait connaître les principes de la paix juste et durable à laquelle ils tendent — équité, liberté, indépendance, droit, réparation des dommages, institutions destinées à empêcher le retour de la guerre — et ils se sont déclarés formellement prêts à examiner entre eux les propositions dont ils pourraient être saisis par leurs adversaires. »

« D'autre part, les gouvernements ennemis, incapables de répondre aux vœux des peuples, désavoués par leurs actes les paroles mensongères par lesquelles ils tentent de nos dupes. »

« Nos anciens alliés ont répudié — je ne parle que des maximalistes et non de la Russie prise dans son ensemble — leurs obligations, et vous nous demandez de nous précipiter avec eux dans l'aventure et de nous compromettre dans leur marché. Non, nous ne le ferons pas ! »

M. Pichon fit observer que l'avènement d'une Constituante normale élue, fonctionnant librement et régulièrement, pourrait changer cette situation.

« Jusque-là, dit-il, nous ne pouvons que maintenir notre attitude à l'égard d'un gouvernement qui sert, en fait, contre nous, et sans le vouloir peut-être, la cause ennemie, et n'a pas même l'excuse de s'appuyer sur la volonté nationale de son pays ! »

Le ministre des Affaires étrangères fut chaleureusement applaudi.

Les interpellations

MM. Mayéras, Marcel Cachin et Albert Thomas avaient successivement pris la parole avant le ministre des Affaires étrangères.

Le premier, qui appartient à la fraction minoritaire du parti socialiste, avait convié le gouvernement à répondre à Brest-Litovsk à l'appel de la révolution russe ; M. Marcel Cachin avait posé la question des passeports pour Petrograd ; M. Albert Thomas, dans un langage très mesuré et très applaudi par moments, avait demandé au gouvernement de faire entendre la voix de la France après celle de l'Angleterre et celle de l'Amérique.

Une série d'incidents

Une courte suspension de séance suivit le discours de M. Stephen Pichon. Puis M. Renaudel intervint, et les incidents succédèrent aux incidents.

Tandis que le député du Var était à la tribune, demandant si la possibilité d'une déclaration commune n'avait pas été envisagée à la dernière conférence interalliée et si l'opposition n'était pas venue du côté du gouvernement français, s'efforçant de provoquer une intervention du président du Conseil, les socialistes prenaient violemment à partie leurs collègues du centre et de la droite.

Un instant, on put croire qu'on allait en venir aux mains. Apostrophé par deux ou trois députés de l'extrême-gauche, M. Tournade traversait l'hémicycle, menaçant. Un questeur, M. Lenoir, parvint à le calmer. M. Paul Deschanel s'écriait, au milieu du tumulte :

« Tout le monde ici sait que M. Tournade s'est vaillamment battu en 1870 et dans la guerre actuelle. Et il a 68 ans ! »

Plus loin, M. Augagneur échangeait avec M. Moutet, son collègue du Rhône, assis non loin de lui, des paroles dépourvues d'aménité.

Et M. Renaudel demandait au président du Conseil de déclarer que demain ce serait la paix si l'ennemi acceptait les propositions du président Wilson. M. Clemenceau, qui jouait sans doute que M. Stephen Pichon avait été suffisamment catégorique, resta silencieux au banc du gouvernement.

L'ordre du jour

Le débat prit fin, à 10 heures du soir, par le vote, par 397 voix contre 145, de l'ordre du jour suivant présenté par MM. Butin et Augagneur :

« La Chambre, approuvant les déclarations du gouvernement, confiées en lui pour poursuivre, par une conduite énergique de la guerre, la complète réparation de l'abus de la force, l'établissement du régime de la justice dans les conflits internationaux et le triomphe de la démocratie, passe à l'ordre du jour. »

Séance mardi pour la discussion des pensions. Les loyers viendront ensuite.

« Ces accords recevront une exécution immédiate, dit M. Edouard Ignace. Nous les respectons strictement ; nous espérons la même loyauté de nos adversaires. »

« Ils sont définitifs, mais ce sont les gouvernements de Paris et de Berlin qui doivent signer le protocole. »

M. Edouard Ignace fut très applaudi. La discussion fut close par le vote à mains levées d'un ordre du jour de confiance.

« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

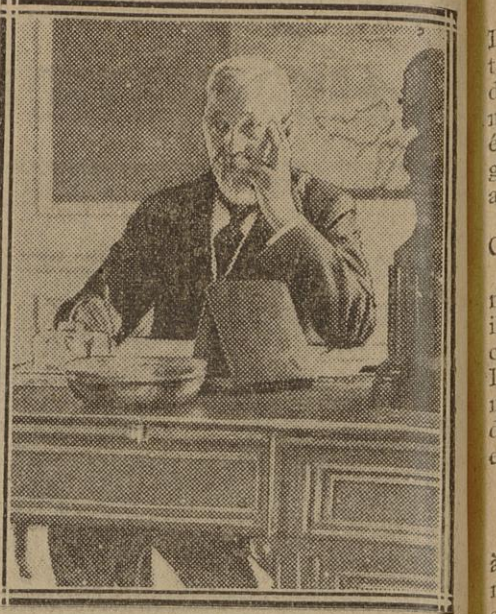
« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

« Je suis convaincu, a-t-il dit, que la coopération morale de nos ennemis, lorsque ceux-ci se rendront compte que la démocratie américaine, sans craintes et sans hésitations, lance toute sa puissance en soldats, en ressources, en matériel, en force organisée, contre leur machine militaire. »

L'EMPIRE TURC SONGERAIT-IL A LA PAIX ?

M. Bompard, ex-ambassadeur de France à Constantinople, nous dit pourquoi il se méfie de ce bruit.



M. BOMPARD ex-ambassadeur de France en Turquie

D'après une dépêche récente, datée de Rome s'appuyant sur l'autorité de renseignements provenant d'une source diplomatique, une ligue patriotique, dont le secrétaire est Kemal Midhat bey, actuellement en Suisse, se proposerait d'encourager le gouvernement turc à conclure la paix et à sauvegarder la Turquie des maux d'une guerre dans laquelle elle a été entraînée sans nécessité.

Nous avons voulu connaître, à ce sujet, l'opinion de M. Maurice Bompard, ambassadeur de France à Constantinople depuis le mois de juillet 1909, et qui ne quitta ces fonctions que lors de la déclaration de guerre.

« J'ai lu dans les journaux, nous a dit ce diplomate, la nouvelle dont vous me parlez. Je vous avoue qu'elle ne m'a pas autrement ému. Son importance est tout à fait relative. La Suisse est le refuge d'un très grand nombre de sujets turcs qui, pour une raison ou pour une autre, ont dû quitter leur patrie. Elle est aussi le foyer de certaines intrigues égyptiennes qu'il ne faut peut-être pas séparer de la question turque, et nous y avons souvent vu arriver Talaat pacha et même Enver pacha. »

« Tous les bruits concernant la paix séparée de l'empire ottoman sont partis de là. Je ne crois pas qu'il faille accueillir cette nouvelle avec une foi trop sincère. »

« Etant donné la méfiance que j'éprouve je ne m'en suis pas préoccupé. J'ignore ce que Kemal Midhat bey. Appartiendrait-il à la famille du grand Midhat pacha, et serait-il son petit-fils, que ma méfiance ne s'en trouverait nullement atténuée. »

« Un autre diplomate qui occupe actuellement une situation prépondérante au ministère des Affaires étrangères et qui a souvent donné la preuve de sa compétence dans les affaires orientales a bien voulu nous confirmer cette manière de voir :

« Il ne faut attribuer qu'une minime importance à la nouvelle qui nous parvient de Rome et à laquelle la qualification de diplomatique n'ajoute aucun poids. Ce n'est pas la première fois que l'on parle de la constitution d'une ligue pour la paix séparée de la Turquie ; j'en connais déjà quatre ou cinq. La Suisse est le refuge de tous les Turcs qui n'ont pas à se féliciter de l'actuel régime, et des Allemands qui se trouvent dans les mêmes conditions vis-à-vis de leur pays. L'opinion de vingt-cinq Turcs ou de vingt-cinq Allemands ne représente pas celle de la Turquie ou de l'Allemagne. »

« La Turquie d'aujourd'hui est régie par une oligarchie de quinze ou vingt individus dont on ne connaît pas les origines. »

« Qui nous dira, par exemple, d'où vient Enver pacha ? Quant à Talaat pacha, c'est le fils d'un petit postier d'Andrinople qui n'a pu lui faire donner qu'une instruction médiocre. Ces individus dupent les autres quand ils ne se leurrent pas eux-mêmes. Il suffit, pour s'en convaincre, de se rappeler les dernières déclarations de Talaat pacha sur les projets de la Turquie en Palestine, publiées par une feuille allemande. »

« Kemal Midhat bey, secrétaire de la nouvelle ligue, est évidemment le petit-fils du grand Midhat pacha qui essaya vainement d'établir en Turquie un régime administratif constitutionnel et qu'Abd-ul-Hamid fit assassiner, dans le Hedjaz, en 1882 ; mais il n'a pas hérité de l'influence dont jouissait son grand-père. Il prit part au mouvement révolutionnaire qui renversa, en 1909, le Sultan Rouge, mais il ne réussit jamais à s'accorder avec les hommes actuellement au pouvoir. Il réside depuis longtemps en Suisse. »

« Tout est possible en Turquie, je ne le nie pas ; mais pour que ce pays soit sauvé, il faut qu'il le veuille bien, et il ne me semble pas que ce soit actuellement le cas. »

Un second lord civil de l'Amirauté

LONDRES, 11 janvier. — Le secrétaire de l'Amirauté a communiqué :

S. M. le roi a approuvé la nomination de M. Arthur Francis Pease comme lord commis de l'Amirauté (sans traitement) avec le titre de second lord civil.

La nécessité de la nomination d'un second membre civil du Comité de l'Amirauté pour répondre à l'augmentation considérable de son œuvre administrative avait été indiquée par le premier lord de l'Amirauté dans son rapport de la loi des fonds consultés en seconde lecture, le 1^{er} novembre dernier.

Le second lord civil assurera pendant la durée de la guerre l'administration de la direction du département des travaux, ainsi que la réalisation du programme des constructions navales, permettant ainsi au premier lord civil de se consacrer à d'autres tâches importantes. (Radio.)

SITUATIONS Brochure envoyée franco PIGIER, 53, rue de Rivoli, Paris

LES CONTES D'EXCELSIOR

MADEMOISELLE LOUISE

PAR ALBERT ACREMANT

— Allo... Nice?... L'Echo du littoral?... C'est le correspondant de Toulon qui vous parle... mademoiselle; voulez-vous prendre note?... Cet après-midi, dans la rade, un canot automobile, qui faisait des essais de vitesse, a sauté...

Chaque soir, vers six heures, Alfred Lantoux téléphonait à son journal. Il dictait consciencieusement des faits divers, des comptes rendus de conférences, des mariages et des naissances. Les minutes étant comptées, c'est à peine s'il échangeait deux ou trois phrases personnelles avec la téléphoniste :

— Est-ce qu'il fait beau chez vous?... Comment va le patron?...

Lorsqu'un jour, au lieu de la voix banale qui lui répondait quotidiennement, il entendit une voix charmante, claire et câline. La téléphoniste avait été changée. La nouvelle paraissait être jeune. Sa prononciation était rare. Et ses phrases modulées harmonieusement laissaient après elles des sonorités de cristal et de rire.

Il lui demanda son nom :

— On m'appelle Mlle Louise...

Une heure plus tard, il communiquait à nouveau pour signaler qu'une rixe venait d'éclater entre marins, près de l'arsenal, que celle-ci d'ailleurs avait très peu d'importance, mais que, s'il s'en rapportait à sa voix, sa correspondante devait être délicieuse...

Le lendemain, il s'inquiéta de son âge ; le surlendemain, de la couleur de ses yeux. Elle lui répondait en s'amusant, ne se doutant pas que l'aventure, ainsi engagée, pût devenir sérieuse. Mais elle avait vingt ans, il en avait trente. Inévitablement leurs conversations se prolongèrent, leurs confidences s'accrochèrent. Chaque lundi, ils se racontaient leurs promenades réciproques du dimanche. Lui était allé des Sablettes à Tamaris à pied, après avoir traversé la rade en bateau. Elle avait passé l'après-midi à Monte-Carlo, où le tramway l'avait conduite par la Corniche. Ils échangeaient leurs impressions et, le soir, pendant que lui se croyait à Monte-Carlo, elle évoquait Toulon.

Le directeur de l'Echo du littoral était enchanté :

— C'est extraordinaire, déclarait-il, comme la rubrique du Var se développe ! Notre correspondant téléphone jusqu'à trois fois par jour. Il faudra lui donner une augmentation. Il aime tant son métier !...

Il aimait encore beaucoup plus Mlle Louise. Il ne le lui avait pas encore déclaré. Mais celle-ci le sentait. Et, à tout instant, dans leurs conversations, elle attendait son aveu.

Elle l'attendait et elle le redoutait ! comme elle redoutait qu'il lui demandât sa photographie ou qu'il vint la voir, parce qu'elle était laide.

Quelquefois, en regardant son miroir, elle pleurait :

— Il m'aime parce qu'il ne me connaît pas ! S'il me connaissait, il ne m'aimerait plus... Qui sait s'il ne me reprocherait pas de l'avoir dupé et s'il ne m'accuserait pas d'avoir voulu spéculer sur sa timidité ?

Elle avait donc décidé de ne jamais le rencontrer. Elle lui répétait fréquemment, pour qu'il prolongeât dans les mêmes conditions ce tendre roman :

— Ne vous semble-t-il pas que notre amitié, dans laquelle entre un peu de mystère, est merveilleuse ? Elle contient une si jolie part de rêve que nous devons veiller sur elle jalousement...

Mais elle tremblait souvent. Que dirait-elle si, brusquement, il ouvrait la porte de son bureau et apparaissait devant elle ? Elle tomberait à ses genoux en lui demandant pardon. Ce serait pitoyable.

Heureusement il ne manifestait aucune intention de faire le voyage... quand le directeur, désireux d'exposer de vive voix à son correspondant un sujet d'enquête, pria Louise de le convoquer d'urgence...

C'était pour elle une catastrophe ! Elle n'en transmit pas moins la communication.

— Bien ! Je viendrai demain. Nous allons enfin nous voir !...

Telle fut la réponse d'Alfred Lantoux. Pauvre petite téléphoniste ! Son roman était fini ! Le soir même, elle adressa à un jeune homme une longue lettre lui annonçant qu'elle était appelée d'urgence à Paris, pour raison de famille. Elle ne se doutait pas qu'au même moment celui-ci lui écrivait pour s'excuser de ne point venir à Nice : une affaire de famille exigeait son départ immédiat pour Tunis, disait-il. En réalité, il appréhendait autant qu'elle la rencontre.

Lui aussi, il était laid !...

Albert ACREMANT.

NOUVELLES BRÈVES

Les « tickets » de pétrole. — Les petits ménages n'ayant ni le gaz ni l'électricité assurent très difficilement leur éclairage. Les maires vont, dans quelques jours, distribuer des « tickets » donnant droit à un demi-litre de pétrole par semaine, au prix de 45 ou 50 centimes.

Arrestation de M. Sébastien Faure. — M. Sébastien Faure, condamné par contumace pour attentat à la pudeur par le tribunal correctionnel de la Seine, a été arrêté hier à Marseille.

BÉNÉDICTION TONIQUE — DIGESTIVE « La Grande Liqueur française »

Les Etablissements JAMET-BUFFEREAU les mieux organisés pour apprendre Sténo, Comptabilité, etc. — Paris, 96, Rue de Rivoli. Succès : Nancy, Bordeaux, Marseille. — Prop. gratuit.

5 HEURES DU MATIN

DERNIÈRE HEURE

5 HEURES DU MATIN

UN DISCOURS DE M. BALFOUR

LE MONDE CIVILISÉ SAURA RÉALISER LA LIGUE DES NATIONS

« La paix allemande créerait en Europe des foyers d'infection. »

EDIMBOURG, 11 janvier. — Au cours d'un discours qu'il vient de prononcer ici sur les buts de guerre, M. Balfour, ministre des Affaires étrangères anglaises, a fait un vif éloge du dernier message de M. Wilson.

Après avoir déclaré qu'il n'y a dans ce message rien qui ne se trouve implicitement dans les discours précédemment prononcés par les divers hommes d'Etat de l'Entente, M. Balfour a ajouté :

« Si l'est vrai comme je le pense, qu'il n'y ait aucune modification sensible dans les buts de guerre des Alliés, de même j'aperçois peu d'amélioration dans l'attitude de l'Allemagne et de ses satellites. A un point de vue, et à un seul point de vue, autant que j'ai pu le constater, je vois un léger changement. »

« Les puissances centrales ont été invitées en premier lieu par M. Wilson quand les Etats-Unis étaient encore neutres, et de nouveau par le pape et de nouveau encore par les hommes d'Etat des puissances de l'Entente en Europe d'adopter leurs buts de guerre ; elles ont systématiquement repoussé l'invitation. »

« Le plus grand effort qu'elles aient fait dans ce sens, autant que je m'en souviens, a été d'avouer que ce serait peut-être une bonne chose pour l'humanité si on pouvait, après la guerre, conclure des arrangements permettant d'éviter les guerres futures. Je ne crois pas qu'elles aient fait cette déclaration de bien grand cœur ; néanmoins, elles l'ont faite, et ce fait même montre qu'il y a amélioration dans leur moralité. »

Parlant de la « Ligue des nations », le ministre britannique a fait les déclarations suivantes :

« Il est admis que d'immenses difficultés se dressent devant la Ligue des nations projetée ; mais il faut espérer que le monde civilisé tentera bravement de trouver une solution au problème et le réalisera complètement. Mais si nous voulons avoir une ligue des nations pour rendre les relations internationales stables, si cette ligue doit avoir de l'efficacité, il faut avoir des relations internationales qui soient elles-mêmes dignes de tous les efforts que cette ligue des nations exigera. »

« Il faut, pour commencer, avoir la volonté de donner aux relations une base territoriale qui ne soit pas une violation flagrante de l'équité et de la liberté. »

« Si la paix allemande était acceptée, on aurait dans toute l'Europe des foyers d'infection. La France resterait sans réparation de la grande iniquité commise contre l'Alsace-Lorraine ; la Pologne continuerait d'être une communauté paralysée et démembrée ; le grand travail de l'unification italienne serait imparfaitement accompli ; de grands territoires d'Orient resteraient sous le gouvernement stérile, souvent brutal, du Turc, qui est pour eux un étranger ; l'Arménie sans défense serait sacrifiée ; la Grèce serait déjà rendue à ceux qui l'ont déjà trahie ; enfin, rien n'aurait été fait pour les grandes populations slaves du sud-est de l'Europe. »

Le préfet de police réprime le gaspillage de l'essence

Depuis quelques jours, des gardiens de la paix en bougeoles relèvent les numéros des automobiles stationnant devant les grands magasins, les restaurants à la mode et les établissements de luxe, afin de s'assurer si leurs propriétaires ont fait déclaration du stock d'essence — et où ils se sont procuré leur carburant.

D'autres mesures seront prises incessamment pour réprimer le gaspillage de l'essence.

LES NÉGOCIATIONS DE BREST-LITOVSK

M. KUHLMANN REFUSERA L'ÉVACUATION DES PROVINCES RUSSES

M. Trotsky reconnaît devant les délégués ennemis l'autonomie de l'Ukraine.

« Une délégation autonome, que cette délégation ukrainienne était reconnue par sa délégation et que, d'un autre côté, une autre proposition n'était faite. »

La délégation ukrainienne a remercié M. Trotsky pour cette déclaration et pour l'accueil fait à ses membres. Elle en déduit que, par suite, l'attitude indépendante que la délégation a à prendre au cours des négociations est désormais bien établie et que les délégations ukrainienne et russe forment deux délégations, séparées, autonomes, d'un même parti.

M. de Kühlmann reprit la parole et dit que « la question préliminaire de la participation de la délégation ukrainienne aux négociations de paix, en tant que délégation autonome, devait d'abord être discutée entre les délégations de la Quadruplice et qu'il fallait réserver sa discussion plus approfondie pour la séance plénière. »

M. Trotsky, en fin de séance, revint sur le refus des Empires centraux de transférer le lieu des négociations à Stockholm. Il déclara notamment que les gouvernements de la France et de l'Angleterre ne pourraient pas plus entraver la paix séparée en pays neutre qu'à Petrograd. « car, a-t-il ajouté, la politique maximaliste se fait au grand jour et a brisé les armes de l'ancienne diplomatie par la révolution victorieuse du 25 octobre. »

M. Trotsky acceptera-t-il de subir toutes les conditions de l'Allemagne ? Admettra-t-il que la Russie soit traitée en vaincue, réduite à demander merci ? Voilà la vraie question. Tout dépend aujourd'hui de la réponse qu'y donneront les Russes.

Nous avons parlé hier dans notre deuxième édition de la reprise des pourparlers de Brest-Litovsk le 9 janvier et avons signalé que les Empires centraux s'opposaient au transfert des négociations à Stockholm et que les délégués russes acceptaient de poursuivre ces négociations à Brest-Litovsk. Nous avons également dit qu'une nouvelle séance a eu lieu le 10 janvier. Un télégramme de Vienne donne de nouveaux détails sur cette séance plénière qui, interrompue à neuf heures, se continua à onze heures, sous la présidence de M. von Kühlmann :

La journée du 10 a été marquée par un événement dont l'histoire n'offre pas d'exemple. En présence des délégués de la Quadruplice, M. Trotsky a consacré la division de la Russie. Il a solennellement reconnu aux mandataires ukrainiens la qualité de représentants d'un Etat indépendant.

M. de Kühlmann, au nom de la Quadruplice, a différé la reconnaissance de l'Ukraine libre. Il a sans doute demandé l'avis de Berlin. Il est probable que cet avis sera favorable.

Il y aurait donc désormais deux gouvernements qui négocient la paix avec l'Allemagne et l'Autriche : le gouvernement de la Russie maximaliste et le gouvernement de la République d'Ukraine. Il n'est pas douteux que cette situation nouvelle accroît au plus haut point l'importance des négociations de Brest-Litovsk. Elle influera sur leur cours d'une manière qui réserve assurément de nombreuses surprises.

BALE, 11 janvier. — Une dépêche de Brest-Litovsk, via Vienne, en date de ce jour, annonce que la séance plénière des négociations a été reprise hier, à 11 heures, sous la présidence de M. de Kühlmann.

Le président de la délégation ukrainienne, M. Gohlovitch a pris le premier la parole pour déclarer que l'Ukraine tenait à avoir ses représentants aux négociations. M. Gohlovitch a exprimé, au nom du secrétariat général ukrainien, l'espoir qu'une solution définitive de la question de la paix se ferait dans le « Congrès international de paix ».

Dans sa réponse, M. de Kühlmann a salué « avec sympathie » les délégués de l'Ukraine et a déclaré que, tout en prenant acte de leurs desiderata, la délégation des puissances centrales réservait son attitude.

M. Trotsky fit alors savoir qu'un accord complet avec ses principes de la reconnaissance du droit de chaque nation de disposer de son sort, en allant jusqu'à la séparation, la délégation russe ne voyait aucun obstacle à la participation des délégués d'Ukraine aux négociations.

Une longue discussion s'est engagée sur la portée de cette déclaration pour savoir si, en définitive, la délégation ukrainienne devait être considérée comme une sous-commission de la délégation russe ou si elle devait être considérée comme la représentation diplomatique d'un Etat indépendant.

M. Trotsky a déclaré qu'il considérait la question comme tranchée du fait que la délégation ukrainienne se présentait comme

une délégation autonome, que cette délégation ukrainienne était reconnue par sa délégation et que, d'un autre côté, une autre proposition n'était faite.

La République du Don a constitué un ministère

PÉTROGRAD, 10 janvier (sources maximalistes). — Une dépêche de Rostov-sur-le-Don apprend que la proclamation de la République indépendante de la région du Don aura lieu ces jours-ci.

Le cabinet sera probablement ainsi constitué :

Ministre-président et guerre : général Kaledine ; Justice : M. Selzer ; Instruction publique : M. Igejoff ; Commerce : M. Parnonoff ; contrôleur d'Etat : M. Bogajevski.

Le service militaire est repoussé en Australie

MELBOURNE, 11 janvier. — Les résultats définitifs du referendum sur l'adoption du service militaire obligatoire ont donné 1.013.000 oui contre 1.178.000 non.

Les régents polonais sont à Vienne

ZURICH, 11 janvier. — Les membres du conseil de régence polonais ont été reçus à Vienne par l'empereur Charles. Le prince Lubomirski a prononcé un discours. Charles Ier a répondu qu'il espérait « que la Pologne serait un Etat florissant, à l'instar d'un jardin de la paix et d'un centre de civilisation dans l'Est ». »

Le vote de la Chambre

Le Journal officiel de ce matin publie la rectification suivante : le scrutin sur la priorité en faveur de l'ordre du jour de MM. Butin et Augagneur, accordant la confiance de la Chambre au gouvernement, a été adopté, le nombre des votants étant de 490, par 377 voix contre 113.

Le général Sarrail et l'affaire Paix-Séailles

Jusqu'à présent, le général Sarrail n'a été touché par aucune convocation ; mais nous croyons savoir que le capitaine Mangin-Bocquet entendra, la semaine prochaine, l'ancien commandant en chef à Salonique.

LES COMMUNIQUES OFFICIELS

Front français

14 HEURES. — En Argonne, vers les Courtes-Chausses, et dans les Vosges (région de Biemeroy), nos détachements ont fait des incursions dans les lignes ennemies et ramené des prisonniers.

La lutte d'artillerie a été assez vive par moments dans la région de Beaumont et de Bezonaux. Nuit calme sur le reste du front.

AVIATION. — Dans la journée du 9 janvier, deux avions allemands ont été abattus en combats aériens.

23 HEURES. — Dans la région de Saint-Quentin, la lutte d'artillerie a pris une certaine intensité au cours de la journée. En Champagne, un de nos détachements, pénétrant dans les lignes ennemies dans la région de la Butte-du-Mesnil, a opéré des destructions importantes. Rien à signaler sur le reste du front.

Front britannique

13 HEURES. — Aucun événement important à signaler, en dehors de l'activité de l'artillerie ennemie à l'est de la crête de Vimy.

21 HEURES 30. — Un coup de main ennemi a échoué ce matin au sud d'Armentières. Recrudescence de l'activité de l'artillerie allemande au cours de la journée au nord-est d'Ypres. Nos tirs d'artillerie ont dispersés, ce matin, un groupe de travailleurs ennemis au sud-est de Monchy-le-Preux.

AVIATION. — Malgré le mauvais temps, nos pilotes ont fait hier beaucoup de réglages. Ils ont attaqué à la mitrailleuse des objectifs à terre et jeté près de deux tonnes d'explosifs sur un dépôt de munitions vers Courtrai et d'autres objectifs. Un appareil allemand a été contraint d'atterrir désespéré. Un des nôtres n'est pas rentré.

Front belge

Au cours de la journée du 10 janvier, les batteries allemandes ont été assez actives dans les régions de Ramskapelle et de

Dixmude. Elles ont été efficacement contre-battues par les nôtres.

Pendant la nuit du 10 au 11 janvier, activité réciproque d'artillerie dans la région de Ramskapelle.

Le 11 au matin, quelques coups de canon devant Dixmude et Merckem. L'après-midi, nombreux tirs de harcèlement de l'ennemi dans les régions de Ramskapelle, Dixmude et de Saint-Jacques Capelle.

Nos batteries ont canonné les organisations adverses vers Dixmude, Woumen et Keyem.

Front italien

Dans le val Giudicarie, le long du front du plateau d'Asiago et dans la région du col Caprile-mont Pertica-mont Asolone, tirs d'artillerie, prenant par moments une intensité plus grande.

A l'ouest de Cavazuccherina, une efficace concentration de feux opérée par nos bombardiers a obligé l'adversaire à évacuer quelques éléments de tranchée. Le détachement ennemi, pris pendant sa retraite sous le feu nourri de nos fusils et de nos mitrailleuses, a subi des pertes sensibles.

Dans la journée, les conditions atmosphériques ont favorisé l'activité aérienne. Trois avions ennemis ont été abattus, dont un par les aviateurs anglais.

(Communiqué britannique). — Grande activité de nos patrouilles, effectuées avec l'aide des tirs efficaces de nos contre-batteries.

Nos avions ont attaqué sept appareils ennemis, en ont abattu deux et désarmé deux autres. Nos pertes sont nulles. Légère chute de neige. Le temps est très froid. Il gèle fortement.

Front de Macédoine

(10 janvier). — Mauvais temps et neige abondante. Un coup de main ennemi a été repoussé au nord-est de Monastir. L'aviation britannique a bombardé les cantonnements ennemis dans la région de Demir-Hissar.

LE MESSAGE DE M. WILSON

LE COMTE HERTLING VA RÉPONDRE PROBABLEMENT LUNDI

Quelques journaux allemands ont étudié le message sans colère.

BALE, 11 janvier. — Les *Baister Nachrichten* écrivent :

« Le comte Hertling aurait l'intention de répondre prochainement, peut-être lundi, à la commission plénière du Reichstag, au message du président Wilson. »

En dépit d'une manœuvre de l'agence Wolff tendant à faire croire que la presse allemande avait rejeté le message de M. Wilson en bloc et avec indignation, il apparaît que plusieurs organes étudient sans colère ce document.

Il est à remarquer, par exemple, que deux journaux aussi différents que la *Gazette de Francfort*, démocrate, et les *Dernières Nouvelles de Munich*, nationales-libérales, expriment l'opinion que l'Allemagne, en réponse aux quatorze conditions du président Wilson, devrait faire connaître, elle aussi, ses buts de guerre.

Dans l'état actuel des choses, et après le triomphe nouveau que le pangermanisme vient de remporter en Allemagne, il est peu probable que cette suggestion soit accueillie par le gouvernement impérial. Mais il se peut que de nouvelles discussions se produisent sur ce point entre les partis. Dans ce cas, l'offensive diplomatique de M. Wilson aurait déjà exercé un premier effet et pourrait bien avoir encore d'autres conséquences sur l'opinion publique allemande.

Le suffrage des femmes adopté par la Chambre aux Etats-Unis

Le *Petit Parisien* reçoit une dépêche de Washington l'informant que le suffrage des femmes a été adopté, hier, par la Chambre des représentants, à la majorité nécessaire des deux tiers, par 274 voix contre 136.

Le dégel

Depuis quarante-huit heures, le dégel s'accroît non seulement à Paris, mais sur presque tous les points du territoire, sauf dans le Sud-Est et dans le Massif Central. La débâcle des glaces a malheureusement causé quelques accidents.

Toute la correspondance et toutes les communications concernant la rédaction et l'administration d'« Excelsior » doivent désormais être adressées :

20, RUE D'ENGHEN, PARIS (10^e)

COMPAGNIE GÉNÉRALE DES OMNIBUS

RETABLISSEMENT DE LA LIGNE H

Mardi prochain, 15 janvier, la Compagnie Générale des Omnibus de Paris rétablira une troisième ligne d'autobus : la ligne H, avenue de Clichy-Odéon.

Pour débiter, les départs auront lieu de chaque terminus, toutes les 6 minutes 1/2 environ dans l'après-midi.

Bourse de Paris, 11 janvier 1918

Table with columns: Valeurs, Cours précédent, Cours du jour, Valeurs, Cours précédent, Cours du jour. Includes sections for PARQUET, MARCHÉ EN BANQUE, and COURS DES CHANGES.

SOCIÉTÉ DU GAZ DE PARIS

MM. les Actionnaires sont informés que le Conseil d'Administration, en vertu de l'art. 47 des statuts, a décidé la mise en paiement, à partir du 21 janvier Cl. d'un acompte d'intérêts de Frs 5 (moins impôts) par action. Par suite des diverses lois de finances, cet acompte sera payable à raison de Frs 4,75 par action nominative, et Frs 4,41 par action au porteur contre présentation du coupon N° 19.

"BRETelles GALLIA"

Collectionneurs ! DEMANDEZ TOUS les prix-courant gratuits des Timbres-poste de Guerre à Théodore CHAMPION 13, rue Drouot, Paris

CITATIONS

Mme veuve Marie Segui, née Bruguille, infirmière temporaire titulaire des hôpitaux militaires, vient de recevoir la croix de chevalier de la Légion d'honneur pour les titres exceptionnels suivants :
Infirmière dévouée, prodiguant ses soins aux blessés militaires depuis le 1er août 1914; a été blessée en pansant un malade atteint de septicémie grave; a contracté ainsi une infection qui a mis ses jours en danger et a nécessité l'amputation du bras gauche.
Notre confrère Emile Hincelin, officier interprète, vient d'être nommé chevalier de la Légion d'honneur, avec la citation suivante :
Engagé volontaire pour la durée de la guerre, a mis son talent au service des causes les plus hautes et s'est acquis des titres exceptionnels par les nombreuses missions accomplies tant aux armées qu'à l'intérieur qu'à l'étranger.

NAISSANCES

Mme Christian Rousse-Lacordaire a donné le jour à deux jumeaux : un fils appelé Philippe et une fille, Alix.

MARIAGES

Judi dernier, a été célébré, dans l'intimité, en l'église de la Trinité, le mariage de M. Jacques Lerolle (croix de guerre), fils de M. et Mme Henry Lerolle, avec Mlle Charlotte Landrin, fille de M. Edouard Landrin, décédé, et de Mme Edouard Landrin.

A Londres vient d'être célébré, dans l'intimité, le mariage de Mrs Marguerite Armstrong Drexel avec le colonel Brinsley Fitzgerald, secrétaire particulier du maréchal vicomte French. Mrs Fitzgerald est la mère de la vicomtesse Maidstone.

A Bordeaux vient d'être béni, en la chapelle de la rue Bigot, dans l'intimité, le mariage de Mlle Magdeleine de Fonrévis, fille de M. Marcel de Fonrévis, capitaine de cavalerie honoraire, chevalier de la Légion d'honneur, et de Mme, née Urvois de Closmaud, avec M. Jacques de Chanaud de Lestang, brigadier au 6e cuirassiers, décoré de la croix de guerre, fils de feu M. de Chanaud de Lestang et de Mme, née Frézel de Costa.

Le mariage du lieutenant de vaisseau Bastard, décoré des croix de guerre française et belge, chevalier de la Légion d'honneur, fils de l'inspecteur des contributions directes, avec Mlle Madeleine Vincent, fille de l'avocat à la Cour d'appel, décédé, et de Mme, née Dorémieux, a été célébré ces jours derniers en l'église Notre-Dame-de-Grâce de Passy.

DEUILS

Nous apprenons la mort : De M. Adrien Gouget, frère de M. Fernand Gouget, ministre plénipotentiaire de France à Mexico, qui a succombé à Perpignan ; De Mme Tola Dorian, la femme de lettres bien connue, née en Russie vers 1850, fille du général Malzof, grand propriétaire foncier. Veuve du prince Metschersky, elle épousa l'ingénieur Charles Dorian, fils de l'ancien ministre de la Défense nationale. Elle publia plusieurs recueils de poèmes lyriques et de nouvelles, quelques pièces de théâtre et une importante étude psychologique : Ames saines ; De M. Jules Derrière, ingénieur-constructeur, chevalier de la Légion d'honneur, décédé, à soixante et onze ans, en son domicile, 81, avenue Philippe-Auguste ; De M. Claude Hauser, fils de notre confrère M. Fernand Hauser et de Mme Hauser ; De M. Pierre Ladon-Bachy, maréchal des logis, moniteur-pilote, deux fois cité, mort en service commandé ; De Mme de Saint-Auban, femme de l'avocat à la Cour de Paris.

BIENFAISANCE

Un grand concert de bienfaisance aura lieu ce soir, à 8 h. 1/4, 8, rue Danton, au profit des soldats aveugles, avec le concours de vingt-cinq musiciens des orchestres des concerts Colonne-Lamoureux et de l'Opéra, sous la direction de M. Jean Lieffert. Allocation de Mme Delarue-Mardrus. Billets : 4, place de la Madeleine.
La Croix-Rouge américaine a établi à Taormina un hôpital pour les veuves et les enfants non seulement des réfugiés, mais également des soldats italiens.

VILLEGIATURES

- La Côte d'Azur
CANNES HOTEL SUISSE, face la mer. Position cent. Jardin. Prix mod.
CAP-FERRAT Le GRAND-HOTEL. Le plus grand confort. Magnifique situation entre Nice et Monte-Carlo.
MENTON HOTEL VERISE et CONTINENTAL. 1er ordre. Le mieux situé. Grand jardin. Arrangements.
MONTE-CARLO Bristol Majestic. Condamine. Face mer. 2 m. Casino.
MONTE-CARLO HOTEL SUISSE. Confort moderne. Jardin de 10 à 14 francs.
NICE RIVIERA-PALACE
NICE HOTEL DES ANGLAIS et RUHL. Directeur : J. ALLETTI, de Vichy.
NICE L'ATLANTIC Le plus récent. Grand confort.
NICE HOTEL NEGRESCO Promenade des Anglais. Ouverture depuis le 1er novembre.
NICE HOTEL O'CONNOR, sur jardin. Séjour d'hiver. Arrangements pour familles.
NICE HOTEL PETROGRAD Prom. des Anglais. Grand confort.
NICE BEL PRINCE DE GALLES Nouvellement ins. au Casino soigné.
NICE HOTEL SAINT-BARTHELEMY Position unique. 1er ordre. Grand jardin. Plein midi.
NICE-CIMIEZ WINTER-PALACE Des plus modernes. Jardin magnifique. Jos. AGIO.
NICE LA COTE D'AZUR et les Alpes Françaises. Caisse de publie chaque semaine la liste officielle des étrangers. L'Office de la Côte d'Azur renseigne sur villas, pensions, hôtels et sur toute la Riviera. — Reçoit les abonnements pour Excelsior.

La Montagne

VERNET-LES-BAINS (Savoie). Thermal ouvert toute l'année. Eau sulfureuse. HOTEL DU PORTUGAL. VILLAS. SENEQUE, directeur.

LE GÉNÉRAL GROSSETTI A ÉTÉ CONDUIT HIER A SA DERNIÈRE DEMEURE



PARIS A FAIT AU HÉROS DE LA MARNE ET DE L'YSER D'ÉMOUVANTES FUNÉRAILLES L'homme qui contribua avec une admirable énergie et un courage éclairé à la victoire de la Marne — par la prise du château de Mondement — puis à celle de l'Yser, et qui contracta depuis, en Orient, où il commandait l'armée française, la maladie dont il vient de mourir, a été conduit hier de la rue des Volontaires au cimetière du Père-Lachaise. Le cercueil, placé sur une prolonge d'artillerie et dissimulé par un vol frémissant de drapeaux, fut salué sur le parcours par une foule déferlante et émue. Voici, derrière le corps, et de gauche à droite : le général Dubail, gouverneur de Paris; le général Dupage, représentant le président de la République; et le général Empain, représentant le roi des Belges.

B L O C - N O T E S

À côté de l'usine s'élève une maison toute neuve : pas trop petite, pas trop haute; à la fois spacieuse et accueillante et qui ne ressemble pas aux maisons d'à côté. Il y règne un grand calme, au milieu du vacarme environnant; mais c'est du calme sans tristesse. Une agréable tiédeur enveloppe, à l'intérieur, la maison tout entière. L'œil n'y rencontre que des couleurs claires et des blancheurs, et dans la salle où j'entre une vingtaine de tout petits lits sont alignés. C'est la pouponnière de l'usine. Le patron, M. C..., reçoit ici les nouveaux nés de ses ouvrières. Aux fenêtres, de petits rideaux blancs atténuent la vive clarté du jour. Tous dorment, à l'exception de deux ou trois qui semblent méditer, en suçant leur pouce, ou font entendre une plainte douce, pareille à un moulinement de mouette ou de petit chat. Ils ont tous de bonnes figures roses et pleines; et voici à quel régime ils sont soumis. Cinq fois par jour, la jeune mère interromp le travail de l'usine pour venir leur donner le sein. Le samedi soir, elle emporte son enfant pour le ramener à la pouponnière le lundi matin. Je dis à la surveillante : — Vous avez beaucoup de lits vides ? — Ce sont les permissionnaires, répond-elle. Elle entend par ce mot : les enfants des papas mobilisés et en permission qui sont en ce moment à Paris. Un congé de plusieurs jours est accordé à la mère, et pendant toute la durée du congé celle-ci garde avec elle son enfant. Je demande : — Et ceux qu'on élève au biberon ? — Il n'y en a aucun dans ce cas. Les mères ont ici toutes facilités pour remplir leur devoir de nourrice. On leur assure un salaire égal à celui des autres femmes. En outre, et pour qu'elles ne puissent invoquer le prétexte de la fatigue, on ne les emploie, pendant toute la durée de l'allaitement, qu'aux travaux les plus faciles et les plus doux. — Et si, malgré tout, la mère refuse de nourrir elle-même ? — Elle en est libre. On la prie seulement, dans ce cas, de céder sa place à une nourrice et d'aller travailler ailleurs. Telle est la règle de la maison. On peut la trouver sévère. M. C... me répond qu'elle n'est que bienfaisante, et qu'il est fier de l'avoir instituée chez lui. — La mortalité infantile nous érève tous les ans, dit-il, des régiments de travailleurs et de soldats; et c'est principalement à l'élevage en nourrice, au biberon, que nous devons ces ravages. Le mal sera en grande partie conjuré le jour où tous les industriels auront suivi mon exemple. — Vous nourrissez votre enfant ? Voici du travail et des soins. Vous ne le nourrissez pas ? Adieu ! madame. Jusqu'à présent, je n'ai pas eu un refus. Et regardez les mines de ces gosses... SONIA.

C'est un problème qu'on n'a jamais pu résoudre. Il paraît toutefois que, dès qu'il pouvait avoir un jour sans banquet, il s'enfermait chez lui et ne mangeait qu'un peu de soupe et de bouilli. Le banquet, il faut bien le dire, est le grand mécanisme de la vie politique. Un député déclarait dernièrement qu'en temps de paix il n'assistait jamais à moins de sept cents banquets par an et que, le dimanche, il en avait souvent trois et quatre. Comment pouvait-il faire ? Il faisait fixer les heures de telle façon qu'il ne fut pas tout à fait contraint d'être dans deux endroits à la fois, et puis il avait recours à l'auto. Mais une panne pouvait l'obliger à causer bien des mécontentements. Mieux, il mangeait à chacun de ces banquets, car s'abstenir eût paru une impolitesse choquante et indigne de la démocratie. Ce qui le sauvait, disait-il, c'était l'obligation de faire un speech plus ou moins long après chaque repas. Il affirme que cet exercice est essentiellement digestif et permet à celui qui s'y livre de manger presque continuellement.

Imitons ce qui est bien

Le gouvernement américain utilise les empreintes postales pour le plus grand bien de sa propagande. C'est ainsi qu'il avait imaginé d'oblitérer les vignettes postales avec cette mention : « Souscrivez à l'Empire ». Nous avons « adapté ». Nous aurions mieux fait d'imiter, car nous avons conservé le timbre humide habituel et ajouté un autre timbre pour la sollicitation.



tion. Ce fut, sans raison, double travail. Pourquoi n'imitations-nous pas cette fois, purement et simplement, les Etats-Unis, qui oblitérent les timbres avec cette formule : « Les vivres gagneront la guerre; ne les gaspillez pas. » On le sait, c'est entendu, mais on ne le répétera jamais trop.

La carrière brisée

Tel ce personnage d'une pièce célèbre qui disait en écoutant la lecture d'un contrat : — Mais il n'est question que de ma mort là-dedans ! Tels les diplomates de profession sentent passer un frisson dans leurs os. Partout, dans les journaux et à la tribune, il n'est question que de la suppression de la diplomatie secrète, c'est-à-dire de la diplomatie des diplomates. Mais alors, que deviendront les diplomates ? On n'aura plus besoin d'eux. Il n'y aura plus aucune raison pour entretenir dans les capitales un certain nombre de messieurs qui seront chargés de converser avec les personnages politiques du pays et d'assister à force dîners et bals pour représenter dignement leur gouvernement. Les diplomates disparaîtront-ils donc le jour où il sera entendu que les peuples traiteront leurs affaires au grand jour par

le moyen de conversations tenues à travers l'espace, d'une tribune parlementaire à une autre tribune parlementaire ?

A la Chambre certains députés émettent l'espoir que le jour où les diplomates n'auront plus de diplomatie à faire on pourra les maintenir en fonctions pour devenir de véritables représentants de leurs compatriotes à l'étranger. Quand l'un de ceux-ci arriverait dans une capitale, il irait à l'ambassade et tout de suite il y trouverait tous les renseignements dont il pourrait avoir besoin pour ses affaires ou même ses plaisirs. Les diplomates introduiraient dans la société qu'il désirerait connaître et lui faciliteraient de toutes les façons l'accomplissement du but de son voyage. De plus, ils répondraient aux questions que leur poseraient par lettre leurs compatriotes. Bref, ils seraient vraiment utiles. Mais au seul énoncé de ce programme, il a été répondu que si la Carrière devait être ça, elle serait bientôt désertée.

Une marotte

Le comité de la Comédie-Française a distribué quelques douzièmes de part de société. Distribution faite naturellement en vertu du décret de Moscou. Or, Dieu sait si on a blagué Napoléon de ce geste théâtral qui a consisté à signer au fond de ce qui était alors la Russie un décret destiné à réglementer un théâtre de Paris. — Quoi, disent les détracteurs de l'empereur, des préoccupations si frivoles au milieu d'événements si tragiques ! Il ne songeait donc qu'à étonner le monde ! A quoi les admirateurs du vainqueur d'Austerlitz répondent : — Mais non, vous n'y êtes pas. Il n'y a rien d'étonnant à ce que ce fameux décret ait été signé à Moscou. Quand Napoléon allait commander ses armées, il ne chargeait personne de le remplacer dans l'administration de l'empire, mais, par un système de courriers quotidiens, il restait constamment en communication avec les divers services de son administration. On lui envoyait chaque jour à signer les décrets et autres pièces préparées, qu'il fit à Paris, à la Malmaison, à Vienne, ou encore plus loin. Le décret de Moscou s'est trouvé un jour dans le portefeuille, et Napoléon a signé dans cette ville parce que c'est là que ce portefeuille lui est arrivé. — Mais voici un petit détail qui pourrait bien fixer le débat. Dans ses Mémoires, Thibaudan, ancien conventionnel « volant », c'est-à-dire ayant voté la mort du roi, devenu sous l'Empire préfet de Marseille tout en restant bon républicain, publie une lettre d'une correspondante qu'il avait à Paris. Cette lettre est datée des premiers jours de la campagne de Russie et contient ces mots : « Ici, tout le monde se demande quel est le bul de cette expédition. Certains prétendent que l'empereur n'en a d'autre que de dater des décrets de Moscou... » Eh ! oui, il y eut bien d'autres décrets signés à Moscou, mais le seul dont on parle encore est celui qui touchait au théâtre.

LE PONT DES ARTS

M. Whitney Warren vient de réunir en un volume, sous le titre : le Témoignage d'un citoyen américain, les principaux articles et conférences écrites par lui depuis la guerre. Ce sont des pages qui resteront, elles marquant un des efforts de propagande les plus carvoyants, les plus courageux et les plus utiles qui aient été faits en faveur de la cause des Alliés.

LE VEILLEUR.

THEATRES

Théâtre Rejane. — La 13e Chaise... suit sa belle carrière avec un succès qui se dément pas. L'œuvre si amusante et prenante de Bayard Weiler est toujours interprétée par Réjane, Tarride, Marguerite Caron, Caréze, Barbier, Marnay, Diez, Georges Lisle et Monna Delza. Dimanche matinée à 2 h. 1/2 et tous les soirs à 8 h.
Caumartin. — Dernières de la Jante... Aujourd'hui, à 2 h. 45, matinée. (Les bleus reçus gratuitement.)

APOLLO
Tous les soirs à 8 h. 45
Demain dimanche matinée à 2 h. 45
DERNIERES
de l'immense succès
L'HOMME A LA CLEF
Pièce policière à grand spectacle
Fautouils 1 fr. 50, 2, 3 et 4 fr.

IL FAUT VOIR
AUX FOLIES-BERGÈRE
dans la
REVUE FÉRIQUI
les célèbres HAMMOND et SWANTSON
Rarement il fut donné à une attraction de remporter un succès si éclatant
TOUT PARIS voudra voir ce NUMERO UNIQUE et SENSATIONNEL
Triomphe de VILBERT et de BERT-ANGÈRE
AUJOURD'HUI MATINÉE - 1, 2 et 3 francs

BA-TA-CLAN
Tous les Soirs et DEMAIN GRANDE MATINÉE
LA REVUE LA PLUS GAIE
Location : Roquette 30-12.

La Journée :
Opéra, 7 h. 30, Samson et Dalila, les Virtuozzi.
Comédie-Française, 8 h. 30, l'Élévation.
Opéra-Comique, 7 h. 45, Béatrice.
Odéon, 8 h., Château historique; 7 h. 45, Marie Delorme.
Gaité-Lyrique, 8 h., l'Africaine.
Vaudeville, 8 h. 30, la Marraine de l'escouade.
Variétés, 8 h. 15, Polich et Perlimuttel.
Gymnase, 8 h. 45, Petite Reine.
Porte-St-Martin, 8 h. 30 et 8 h. 15, Grand-Père.
Antoine, 8 h. 15, les Butors et la Finette.
Trianon-Lyrique, 2 h., Rose et Colas, l'Éprouvé villageois; 8 h., les Saltimbanques.
Châtelet, 8 h., la Course au bonheur.
Sarah-Bernhardt, 8 h. 30, les Nouveaux riches.
Th. Réjane, 8 h. 45, la 13e chaise d'Henriette.
Apollo, 8 h. 15, l'Homme à la clef.
Palais-Royal, 8 h. 30, le Compartiment des dames seules.
Athènes, 8 h. 30, la Dame de chambre.
Bouffes-Parisiens, relâche pour répétitions.
Nouvel-Ambigu, 2 h. 30 et 8 h. 30, le Système.
Renaissance, 8 h. 30, la 18e chaise d'Henriette.
Cluny, 8 h. 30, Quatre femmes et un caporal.
Déjazet, 8 h., les Femmes à la caserne.
Edouard-VII, 4 h., samedi musical; 8 h. 45, Petite Bonne d'Abraham.
Femina, relâche pour répétition de la revue.
Capucines, 8 h. 30, Comme une Fleur, revue.
Carte de cochon, l'Abâtard des Capucines.
Th. Michel, 8 h. 45, Judith.
Grand-Guignol, 8 h. 45, Voyage à deux, les Monstres.
Scala, 8 h., Occupe-toi d'Amélie.
Comédie-Marguy, 8 h. 30, la Mariée du Touring Club.
Caumartin, 2 h. 45 et 8 h. 45, la Jante fantastique - revue en 2 actes et 25 tableaux (dernières).
Th. des Arts, 8 h. 30, Passe et manque, Tu parles ? la Libellule.

SPECTACLES DIVERS
Folies-Bergère, 2 h. 30 et 8 h. 30, la Revue lyrique.
Olympia, 8 h. 30, Vingt vedettes et attractions.
Casino de Paris, 8 h. 30, Gaby Deslys, Harry Baur, Braccol, Rose Army dans la revue.
Ba-Ta-Clan, 8 h. 30, Ça mord ! grande revue d'hiver Location Roqu. 30-12.
Nouvel-Cirque, tous les soirs et matinée mercredi, samedi et dimanche.
Concert Victoria, 61, r. Chât-d'Eau, 8 h. 30.
Yrven, Dièrtle, Delmarès (Nord 39-05).

CINEMAS

Gaumont-Palace, 8 h. 15, la Rédemption de Panamint, Loc. 4, r. Forest, 11 à 12 et 15 à 17 h. Tél. Marc. 16-73.

LA JOURNÉE JUDICIAIRE

L'inculpé Emile Duval, alias M. Badin, administrateur du Bonnet Rouge, a été interrogé, hier matin, par le capitaine Bouchardon, sur quelques points de détail de l'enquête menée en Suisse. Jacques Landau, codirecteur de la Trappe républicaine, a été également interrogé par le lieutenant Bondoux. Dans l'après-midi, le capitaine Bouchardon a entendu plusieurs témoins dans l'ordre de la justice. Le capitaine Bouchardon, notant que M. Badin, le publiciste financier connu, sous les relations de M. Caillaux avec des batailles étrangères. Le lieutenant Jousselin a recueilli la déposition d'un médecin-major à propos de l'affaire Loustalot-Comby. Le dossier Bolo sera transmis du gouvernement militaire au commandant Julien, commissaire du gouvernement au 3e conseil de guerre, dimanche. Le commandant Julien commencera immédiatement ses fonctions aux témoins, les débats devant venir le 4 février devant le conseil. En ce qui concerne Cavallini, la même procédure sera suivie par contumace. Dans le délai de dix jours, l'ancien député italien devra se présenter sur citation à l'ordre de la Place. Le juge Drioux a interrogé, hier après-midi, Pierre Lenoir.

La Vogue
dont jouit (entre autres usages)
comme Dentifrice
Coaltar Saponiné Le Beuf
est due non seulement à ses propriétés antiseptiques, mais encore à ses qualités détertives (savonneuses) qu'il doit à la Saponine, savon végétal qui complète, d'une façon si heureuse, les vertus de cette préparation unique en son genre.
DANS LES PHARMACIES

GARAGE MODERNE
120, avenue de Neuilly. Plusieurs boîtes à louer. Tout confort, sécurité parfaite.

AFTERNOON TEA 2.50
"GRAND CAFÉ"
4, rue Seribe, 14, boulevard des Capucines

CAPITAUX DISPONIBLES
pour Affaires industrielles et commerciales
ESCOMPTE, OUVERTURES DE CREDIT
OPÉRATIONS SUR VALEURS DE BOURSE etc
Banque, 58, Rue Caumartin.

guérit en
Capry 3 frictions DOULEURS
Rhumatismes, Maux de reins et genoux, etc
Aucrossor 3fr à L. BREHÉRET, pharmacien, Angers

ALIMENT NATIONAL "SUCRÉ"
Le paquet de 12 déjeuners... 1 fr. 50
Dix paquets de 12... 17 fr. 50
Cent paquets de 12... 170 fr.
Agents dem. Milhaud, 40, r. des Marais, Paris, No.
LAI - CACAO - SUCRE

PNEUS A GORGES
PALMER
24, boulevard de Villars, Levallois-Perret (Seine)
Le gérant : VICTOR LAUVERGNAT.
Imprimerie, 19, rue Cadet, Paris. — Volmard.